

KOBE – Session de travail des dirigeants d’At-Large : l’ISOC et le SSAC
Dimanche 10 mars 2019 – 13h30 à 15h00 JST
ICANN64 | Kobe, Japon

RINALIA ABDUL RAHIM: ... Vous allez voir certains projets qui existent déjà. Et ils existent depuis l’année dernière. J’ai extrait cela du plan d’action 2019. Cela a trait aux utilisateurs finaux. Qu’est-ce qu’ils peuvent retirer de l’internet les utilisateurs finaux.

Donc j’espère que je pourrais bien voir l’écran, qui est un peu petit...

Alors voilà, la mission de la société internet c’est d’avoir un internet ouvert, connecté globalement, en qui on peut avoir confiance et qui soit sécurisé pour toutes et tous. C’est une belle mission, fort ambitieuse.

Nous pensons que demain, ensemble, nous pouvons améliorer l’internet en collaboration.

Donc vous pouvez communiquer ce message aux personnes que ça intéresse.

Nous allons avancer un petit peu. Voilà. Est-ce que l’on pourrait bien positionner cela sur l’écran, parce qu’on le lit mal pour le moment.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Donc ça c'est un projet de communication. L'internet de base, si on ne comprend pas bien comment fonctionne l'internet, si on ne comprend pas bien les bases de l'internet, les fondamentaux, il y a des conséquences inattendues.

Et ce qu'on essaie de voir comment au mieux l'internet peut fonctionner. Là aussi il faut communiquer à ce niveau pour que les preneurs de décision soient au courant du fonctionnement de l'internet avant de faire des régulations.

Alors, nous avons une campagne de réseaux dans les communautés. Là c'est à plus long termes. En 2019, il y aura des sommets régionaux pour les réseaux communautaires. C'est les personnes qui s'intéressent à avoir des réseaux solides dans la région, dans les différentes localités. Donc les communautés peuvent développer leurs réseaux. C'est un modèle qui doit être solide à long terme. Si cela vous intéresse, allez sur SIC ou au groupe d'intérêt spécial, les chapitres, c'est chaque chapitre si vous voulez qui va développer cela.

Donc je crois que c'est une campagne IoT tout à fait intéressante. Je crois que Olivier est engagé là-dedans également. Olivier va s'en charger.

C'est pour que les entreprises travaillent ensemble pour avoir une forte sécurité au niveau de l'internet des objets, pour convaincre pour l'adoption d'un cadre de référence au niveau de la

production d'appareils IoT. Et l'ISOC va travailler avec Consumer International pour faire prendre conscience aux groupes de consommateurs que c'est important, qu'il faut demander cela en tant que consommateur au niveau de l'offre et de la demande.

C'est pour cela que les leaders de l'ISOC ont été identifiés comme étant des personnes qui vont participer au sommet, et poursuivre avec des activités dans leur pays qui vont permettre d'engager les groupes de consommateurs ainsi que les personnes effectuant des politiques et développement des politiques. Donc c'est avec un cadre de références pour renforcer l'internet des objets, ça c'est très bien pour tous les opérateurs finaux.

Alors, le Chapterthon c'est un petit peu comme un marathon si vous voulez pour les chapitres au niveau de la société de l'internet, au niveau des différents groupes d'intérêts qui existent, qui lancent des actions, qui choisissent un sujet, un thème, connecter les personnes n'étant pas encore connectées. Vous obtenez des financements pour ces actions de connexion à l'internet, vous avez des vidéos qui existent et il y a un prix à gagner pour le gagnant au niveau de ce chapterthon.

Donc je vais vous laisser cette présentation. Vous aurez la possibilité pour les responsables des RALO, ils pourront travailler à cela et se joindre si vous le désirez à ce concours, à cette compétition.

Une initiation de la Fondation Société Internet pour le renforcement des capacités, nous avons décidé de fournir des opportunités de formation au niveau des sommets régionaux, au niveau de l’encryption des données par exemple, avec les différentes sociétés de l’internet.

Oui, j’oublie toujours que je suis interprétée, je dois parler un peu moins vite.

Donc les initiatives de communautés basées sur la société civile ont décidé cette année de se concentrer sur les réseaux communautaires et l’encryption des données.

Donc vous savez que nous avons une fondation, la fondation de la société de l’internet, Internet Society, ISOC Fondation qui existe maintenant. Et nous sommes en train d’avoir un directeur exécutif pour cette fondation et faire en sorte que cette personne, cette année, se mette au travail. Donc il y aura des possibilités d’obtenir des subventions de la fondation, et la fondation pourra travailler, la fondation ISOC pourra travailler à beaucoup d’éléments.

Nous aurons ensuite d’autres subventions qui seront remises une fois que la fondation sera plus établie. Donc c’est une possibilité qui s’offre aux chapitres, aux structures At-Large, ALS lorsqu’ils ont des projets précis sur l’internet, cela peut être tout à fait utile.

Des citoyens mondiaux, globaux, ça c'est une action intéressante également de recrutement de personnes pour participer à un débat se concentrant sur le renforcement des IGF, pour essayer d'élargir, si vous voulez, cette base de personnes qui travaillent aux IGF pour que les citoyens ordinaires fassent entendre leur voix dans le cadre d'un thème, d'un IGF.

Là le débat, ce sera le 19 septembre. Vous avez donc un calendrier de recrutement qui commence en mai, vous avez un site web, et vous pouvez voir [inaudible].ORG où nous en sommes.

Le partenariat AIESEC se base principalement pour la jeunesse. C'est une organisation importante qui a des projets éducatifs pour la jeunesse pour les jeunes qui travaillent aux programmes pour la jeunesse, ou aux sociétés pour l'internet, vont recevoir plus de qualification et de formation. On expliquera comment fonctionne l'internet. Et lorsqu'ils deviendront leaders et bien, ils n'auront pas besoin d'être formés plus sur l'internet parce qu'ils seront déjà au courant du fonctionnement de l'internet.

Et nous avons des actions extrêmement importantes, par exemple sur l'interconnexion. Pour l'Afrique c'est très important et pour la région de l'Océanie. Les points d'échanges internet, les IXP, avoir plus en Afrique d'IXP, des points de connexion internet, les doubler pratiquement, et que ce soit 80 % local et 20 %

international. Je crois que c’est absolument nécessaire pour la région, pour l’Afrique, d’avoir plus de points d’échanges internet.

Nous lançons cette action et on espère obtenir des résultats solides, et avec la coopération de la communauté africaine.

Et vous pouvez vous engager, un forum qui va exister, la participation est ouverte, vous pouvez le faire à distance ou en personne et rencontrer ainsi des créateurs africains, des innovateurs du continent, et soutenir la communauté des IXP. On est très content de cette initiative.

Nous avons une campagne qui s’appelle MANRS, donc ça c’est pour les routeurs, pour la sécurité des routeurs. Donc MANRS, ça s’appelle comme cela, pour la sécurité de ces routeurs, pour que nous devenions un observatoire pour qu’en toute transparence on voit qui travaille dans les routeurs, qui a des fuites, où est-ce qu’il y a des problèmes de fuite. Qui sont les mauvais acteurs, qui sont les personnes qui se livrent à des activités malfaisantes par exemple.

Ça c’est des recherches également qu’a lancées l’ISOC, consolidation de l’économie de l’internet. Beaucoup de gouvernements s’intéressent à la régulation de l’internet en particulier parce qu’ils pensent qu’il y a des acteurs commerciaux qui sont trop grands, qui ont des monopoles dans l’internet. Vous avez entendu parler de cela au niveau de l’économie de l’internet.

La consolidation peut être perçue comme néfaste, mauvaise, mais au niveau de l’internet, ça peut avoir un effet positif. Il faut essayer de comprendre cela avant que les gouvernements se mettent à tout réguler. La société de l’internet a lancé un projet de recherches pour identifier les différentes questions, et nous invitons toutes et tous à participer pour trouver les réponses à ces problèmes de consolidation.

Donc voilà tout ce que nous faisons.

Nous avons un dernier transparent, l’engagement de l’ISOC avec ATLAS 3 à Montréal, on se retrouvera pour ATLAS 3. Et ISOC va avoir un engagement fort avec ATLAS à Montréal, et nous aimerions que vous nous disiez ce que vous voudriez avoir et obtenir.

Donc je crois que ça va être une réception, mais ce n’est pas le plus important. Ce qui est important, c’est au niveau substantiel, sur quoi voulez-vous vous engager ? Est-ce vous voulez vous engager sur la nouvelle stratégie sur 5 ans de l’ISOC, sur le plan d’action de l’année prochaine, débattre de l’impact de la consolidation par exemple pour les utilisateurs finaux par exemple, comme je le disais tout à l’heure.

Donc réfléchissez à cela, j’attends un retour de votre part.

Merci beaucoup.

MAUREEN HILYARD: Oui, Sébastien, vous voulez prendre la parole ? Donc on va aller avec vous Sébastien, vous allez avoir la parole.

SEBASTIEN BACHOLLET: Bonjour Rinalia, merci beaucoup de votre présentation excellente.

Je me rappelle, lorsque nous avons commencé ATLAS 1, j’ai eu un long débat avec le PDG de l’époque, le PDG de l’ISOC. Il disait oui, ce serait une bonne idée, il y a beaucoup de chapitres qui viennent au même endroit à ATLAS, et deux jours avant la réunion de l’ICANN, ça pourrait être une bonne chose de rajouter un jour organisé par l’ISOC pour que les chapitres se retrouvent. Donc je ne sais pas si c’est faisable. Mais si c’est plus qu’une partie de la réunion, un débat de deux heures, ça pourrait être une bonne chose.

Cette année, ce n’est pas la même chose, ATLAS 3 va être très différent... Comment dire... Plus court. Moins de personnes, moins d’organisations, moins de chapitres, moins de personnes qu’à Londres et à Mexico.

Mais je crois que l’ISOC pourrait prendre cette possibilité pour organiser quelque chose peut-être avec 20 ou 30 délégués de chapitres qui seront présents. Ce serait une bonne idée, merci.

Mais je sais qu’il y a d’autres organisations qui font beaucoup de choses au niveau de la formation avec l’école, de l’Amérique du Nord par exemple et donc ça devient complexe. Mais peut-être qu’il y a des possibilités, et si vous avez besoin de soutien, je suis prêt à l’apporter.

ALAN GREENBERG:

Merci. Comme Sébastien l’a indiqué, nous allons avoir 60 personnes qui vont venir à ATLAS 3, on ne saura pas encore qui ils sont avant quelque temps. On ne sait pas s’ils sont affiliés avec des chapitres de l’ISOC ou pas. Donc lorsque vous planifiez ces interactions, ça doit être dans le contexte, pas seulement des chapitres, mais il n’y aura peut-être pas obligatoirement des chapitres. Je ne sais pas dans votre... Vos programmes sont ouverts aux personnes qui ne font pas partie de chapitres ISOC. Mais je crois qu’il ne faut pas trop mettre l’accent sur les chapitres, parce qu’ils ne seront peut-être pas en majorité à Montréal.

RINALIA ABDUL RAHIM:

En tout cas, c’est un potentiel de recrutement peut-être. C’est tout à fait ouvert. Je crois que c’est améliorer l’internet pour nous tous.

ALAN GREENBERG: Mais peut-être que ça va être mal reçu si c’est perçu comme un recrutement.

RINALIA ABDUL RAHIM: Non, on va se baser sur la substance.

RICARDO HOLMQUIST: En fait, ce que dit Sébastien c’est qu’il y avait des gens, comme par exemple moi dans ma première réunion de l’ICANN, je faisais partie d’un des chapitres à l’époque, et j’ai dit comme je vais dire maintenant que ce serait une bonne idée d’avoir un développement des chapitres.

Je ne sais pas quel montant d’argent que l’ISOC voudrait apporter, mais moi je ne faisais pas partie en fait de l’ICANN à l’époque, et cela m’a permis de pouvoir faire évoluer mon chapitre ISOC au sein de l’ICANN.

En Amérique Latine par exemple, on a une vingtaine de chapitres, mais il n’y a que 15 qui participent à l’ICANN. Peut-être que les autres 5 pourraient nous rejoindre pour comprendre ce qu’est l’ICANN s’ils pouvaient participer à l’ATLAS. L’ATLAS est un bon endroit pour commencer à s’intéresser à l’ICANN.

Et puis je pense, par exemple, au fait que pendant de nombreuses années la gestion régionale de l’ISOC n’a pas voulu que les chapitres locaux... Je ne dirais pas participant à l’ICANN, mais qu’ils disent publiquement dans la réunion de l’ISOC, ou que les réunions publiques de l’ISOC fassent partie de l’ICANN. Ça a été discuté avec les gestionnaires régionaux d’ailleurs de l’ISOC, avec les gestionnaires de l’ISOC pour l’Amérique Latine. Et il a fallu qu’on leur explique ce qu’était l’ICANN et pourquoi la plupart des chapitres avaient intérêt à y participer. Ça fait partie de ce que nous faisons en tant que société civile, organisation de la société civile.

Je ne sais pas si cela pourrait changer, mais vous avez dit au départ qu’il y avait eu beaucoup de chapitres ISOC ici. Je ne sais pas si vous croyez que cela pourrait être amélioré peut-être.

Et puis, finalement, l’ISOC a changé le système, il y a à peu près un mois, et cela a impliqué entre autres que par défaut, tous les mails sont bloqués. Donc on ne recevait plus les informations de l’ISOC à ce moment parce que par défaut, le nouveau système comprend que vous ne voulez plus recevoir des mails de l’ISOC. Donc si vous m’invitez à quelque chose, par exemple, le mail n’arrivera pas dans ma boîte mail parce que c’était bloqué.

Moi je représente deux chapitres. L’un des chapitres en était au courant et m’a personnellement transféré, comme à tous les

membres, ces invitations. Mais l'autre chapitre auquel j'appartiens ne le savait pas. C'était à moi de leur dire ce qu'il se passait pour qu'ils en informent les participants.

Il ne semblerait pas que l'ISOC soit au courant de cela. C'est-à-dire que les communications dans ces deux derniers mois n'ont pas été très fiables. Ceux qui étaient au courant ont pris des mesures pour le régler, mais les autres non. Donc des problèmes un peu partout dans le monde.

RINALIA ABDUL RAHIM: Merci. Oui, j'entendrai tous les commentaires d'abord et j'y répondrai à la fin.

JONATHAN ZUCK : Merci Rinalia. On vous remercie de cette présentation. Le sommet ATLAS en fait est intéressant de par les objectifs qui y sont associés. Et plutôt que d'essayer que les personnes participent à l'ATLAS et de faire de sorte que la personne comprenne mieux ce qu'est l'ISOC par exemple, on devrait peut-être la faire à l'envers et voir quel est le rapport entre les deux organisations. Il y a des superpositions au niveau des membres et des intérêts.

Et je pense qu'il serait intéressant d'avoir des remontées d'information de la part des membres de l'ISOC pour comprendre quels sont les intérêts sur le terrain.

Et d'autre part, il faudrait activer ces échanges. On a discuté de la manière de faire en sorte que les ALS soient plus proactives par exemple. Et lorsqu'on voit l'ISOC en tant que partenaire par exemple, on permet à l'At-Large d'avoir une discussion enrichissante pour comprendre quel est le véritable but de l'ATLAS.

RINALIA ABDUL RAHIM: Donc pour préciser en fait, la participation à l'ATLAS n'est pas pour connaître ce qu'est l'ISOC, mais ce serait une question de trouver des intérêts communs entre les deux, n'est-ce pas.

La portée serait bien plus élargie que ce que nous sommes en train de faire par rapport à ce que fait l'ICANN, ou ce que fait l'At-Large ou ce que fait l'ISOC. Donc il faudrait que l'on trouve des intérêts communs et ce que nous faisons pour aborder les défis ou les opportunités que cela présente.

C'est à quoi on pense en ce moment. Ça pourrait changer.

Pour ce qui est de l'identification des intérêts communs ou de ce qui se fait sur le terrain, pour les chapitres ISOC on commence à le faire maintenant. On a des activités présentiellelles pour essayer de trouver des points sur lesquels il faudrait que les chapitres se concentrent.

Je voulais préciser cela.

JONATHAN ZUCK: Oui, et c’est très bien. Vous essayez de trouver des options sur ce qu’il faudrait que vous abordiez, des plans stratégiques. Moi, je pense à la réorganisation de tout cela et non pas tellement à une présentation sur ce que fait l’ISOC en ce moment. C’est juste une question de trouver une manière de travailler ensemble. C’est tout.

SATISH BABU: Merci. J’ai un commentaire sur ce que vous avez montré. Il y a beaucoup de domaines de ce type qui sont d’intérêts pour nous, et pour les ALS, l’APRALO et l’ISOC il y a des intérêts qui sont communs sans doute. Donc peut-être qu’on pourrait vérifier. Des processus, des programmes, de différents d’intérêts entre l’At-Large et l’ISOC. Ça pourrait être quelque chose de constant, de permanent.

Ce dialogue est bien sûr un premier pas. Et je pense par exemple que pour le renforcement du FGI mondial, on pourrait faire des choses qui sont bien intéressantes pour nous tous. Par exemple, on dépend des fonds et du financement. Et lorsqu’on a évalué la question, on s’est dit qu’il y a beaucoup d’intérêts communs.

On se demande si l’ATLAS ne devrait pas peut-être comprendre une séance y afférente qui nous permette de réfléchir à comment travailler ensemble par rapport à ces questions-là.

MAUREEN HILYARD: Moi, j’étais intéressée par une des questions que vous avez abordées vers la fin de la présentation, qui portait sur la réponse aux grandes organisations mondiales. Et je serais intéressée par cela, parce que vous avez fait allusion à un rapport australien sur FaceBook, Google et les autres grands acteurs, si je ne me trompe, et je pense que ce n’était pas très bien présenté. Et je voudrais le vérifier si possible.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, les informations sont disponibles sur le site web de l’ISOC. Et essentiellement il identifie les questions d’intérêts. S’il y a eu des mauvaises représentations, des mauvaises interprétations, on pourrait le modifier bien sûr, faites-le-moi savoir.

Yesim, on a une question à distance ?

YESIM NAZLAR: Oui, merci. On a un commentaire sur le chat, un commentaire de Judith Hellerstein qui dit : nous sommes en train d’organiser l’école de gouvernement de l’Amérique du Nord, pour deux jours

avant la réunion de Montréal. On aura le personnel de l’ISOC qui sera présent dans un bon nombre de nos panels. Merci.

RINALIA ABDUL RAHIM: Merci Judith, c’est une bonne information, c’est bien de le savoir. Seun ?

SEUN OJEDEJI: Merci.

Je tiens à me faire l’écho du commentaire d’Alan concernant les contenus de ce qui sera discuté lors de la réunion.

Je voudrais également réaffirmer ce dont parlait Jonathan par rapport aux partenariats. Il y a un bon nombre d’ALS qui sont des chapitres. Et dans le cadre de l’ATLAS 3, la quantité d’ALS, qui ont le soutien pour se rendre à cette réunion, est très limitée. Je pense qu’on n’en est qu’à 60. Et c’est très peu par rapport à ce que nous avons entre les RALO.

Donc je pense qu’un domaine de partenariat pourrait être, si l’ISOC pouvait faire de sorte que les chapitres participent à la réunion, ce qui nous permettrait de réduire et nous permettrait de donner à d’autres ALS au sein des RALO la possibilité d’utiliser le budget de l’ICANN pour assister à la réunion d’ATLAS 3, à ce sommet.

Mais je viens d’y penser.

Je ne sais pas comment cela s’intégrerait à votre budget, cette question de l’ISOC, il faudrait décider de leur donner les fonds pour qu’ils puissent venir participer à une réunion de l’ICANN, mais cela pourrait être à considérer.

RINALIA ABDUL RAHIM:

Merci Seun. En fait le budget pour cet exercice fiscal a été fixé l’année dernière, et on ne commence à discuter de cela que maintenant. Donc il va falloir que l’on agisse dans les limites de ce qui a déjà été établi pour notre plan d’action, pour cet exercice fiscal.

On verra ce qui peut être fait parce qu’il y a des attributions pour des ateliers, des chapitres qui se font au niveau régional. S’il y avait quelque chose qui reste à la fin, bien sûr ça pourrait être utilisé, mais je n’en suis pas sûre.

Wale ?

Il cède la parole, très bien. Tijani.

Wale, vous allez prendre la parole finalement...

WALE BAKARE: Oui. Vous avez partiellement répondu à ma question, mais j’ai une question toute simple en fait : quels sont les objectifs de l’engagement ou les échanges de l’ISOC au sein de l’ATLAS ?

RINALIA ABDUL RAHIM: Dans le passé, l’ISOC organisait un cocktail pour les chapitres, le personnel, les différents secteurs de la communauté, parce que nous avons des membres organisationnels, individuels, des partenaires, et l’ICANN est également un membre organisationnel.

Or, la question est si vous souhaiteriez être plus que ça et vous concentrer sur une discussion sur un sujet ou sur un différent ensemble de sujets.

WAALE BAKARE: Donc le but serait d’accomplir quoi en fait ?

RINALIA ABDUL RAHIM: C’est ce que nous sommes en train de discuter justement. Donc si vous voulez, vous pouvez nous dire ce que vous en pensez.

Eduardo ?

EDUARDO DIAZ:

Merci Rinalia. Je suis surpris, je vois que c'est la première fois que l'on a ce type d'échanges avec ISOC, que je sache, et ça fait longtemps que je participe à l'ICANN.

Donc je vous remercie d'être là, parce que toutes les expériences que j'ai eues avec l'ISOC dans le cadre de l'ICANN sont des soirées, des cocktails de réseautage, etc. Mais ça, ici, ce que nous sommes en train de faire est très intéressant.

Je voulais dire qu'on a ici beaucoup de questions qui se posent, beaucoup de chapitres qui travaillent avec l'ICANN sont en communication et travaillent dans le cadre du processus ascendant. Et lorsqu'on voit l'ISOC, on ne comprend pas très bien comment on pourrait avoir une organisation de ce type qui dit que l'internet devrait être inclusif. Mais il y a peu d'activités qui s'organisent du bas vers le haut au sein de l'ISOC et c'est ça qui est déroutant.

Si l'ISOC commence à réfléchir à comment introduire des changements pour devenir un autre type d'organisation, parce que les gens parlent de l'ISOC en tant qu'organisation qui se centre sur les causes, on ne comprend pas très bien ce qui pourrait se faire autre que, bien sûr, prêcher l'évangile.

Voilà ce que je voulais dire.

Pour revenir à ce que je disais au départ, c’est très bien que vous soyez là.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, probablement l’ISOC n’avait jamais été invitée à vous adresser la parole parce qu’il n’y avait jamais eu une personne qui porte les deux casquettes en fait.

Pour vous répondre, les différences entre l’opération du modèle multipartite de l’ICANN et le modèle d’opération de l’ISOC est en fait que dans la structure de l’ICANN, la structure est claire, les responsabilités et les rôles de chacun sont aussi clairs.

Dans l’espace de l’ISOC, c’est une organisation qui plaide pour une cause, et les organisations sont des entités individuelles qui défendent toutes la mission de l’ISOC et qui organisent des activités en collaboration pour soutenir cette mission.

Je pense que c’est cette clarté qu’ils n’ont pas. Et c’est pour ça qu’il faut qu’on se concentre sur les sujets que nous tenons à cœur, sur quoi il faudrait que l’on travaille ensemble. Et à ce moment-là, on voit clairement ce que nous devrions faire.

Pour ce qui est du processus, je pense qu’on s’améliora dans le processus de consultation avec la communauté pour pouvoir améliorer notre processus, pour pouvoir mieux travailler

ensemble et pour trouver un bon point de départ pour nos travaux de cette année.

On a une liste d’intervenant ?

RINALIA ABDUL RAHIM: Greg ?

GREG SHATAN : Merci. Je suis le président du chapitre de New York de l’ISOC, je représente ce chapitre en tant que structure At-Large auprès de l’At-Large bien sûr.

Je suis très content de vous avoir ici dans ce rôle Rinalia et de vous avoir dans cette salle en tant que telle.

On a ici une véritable chance de pouvoir intégrer nos travaux, de pouvoir faire des commentaires entre les chapitres qui sont également des structures At-Large en particulier, mais non pas seulement ces structures-là.

On peut donc échanger de nos objectifs communs en tant que porteurs de deux casquettes ou en tant que chapitres tout simplement.

Je ne sais pas si pour les chapitres qui sont des structures At-Large il est raisonnable d’avoir un groupe qui s’envoie des mails entre eux pour discuter de ce que cela implique de porter les deux

casquettes et de s’entraider à coordonner la superposition des deux missions des organisations.

J’ai à cœur les deux missions, et je pense qu’il faudrait que l’on trouve davantage de manières de collaborer entre organisations et trouver davantage de superpositions entre les initiatives mondiales et entre la mise en œuvre mondiale de nos travaux. Je pense que c’est ça qui est important. Donc je le vois comme un véritable point pivot pour la relation entre les structures At-Large qui sont des chapitres, et celles qui ne le sont pas, et les chapitres qui sont des structures au sein de l’ISOC et qui n’appartiennent pas à l’At-Large.

On a différentes combinaisons bien sûr d’appartenance et de connexion, mais il y a ici quelque chose qui est puissant je dirais. Et voyant le travail de l’ISOC, c’est bien d’essayer de trouver une connexion renforcée avec l’At-Large. Parce que l’ISOC, avec ICANN Org, sont des organisations ISTAR, mais dans beaucoup de sens l’ISOC est au même niveau que nous en fait, même si vous êtes plus puissants que nous puisque vous êtes au même niveau que ICANN en tant qu’organisation et pas seulement une unité constitutive d’une autre organisation.

Mais de toute façon c’est formidable de vous avoir ici, dans cette salle et dans ce rôle.

RINALIA ABDUL RAHIM: Merci. Vous avez la parole maintenant Olivier.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Oui, mon nom est maintenant déjeuner privé, c’est la carte de nom que je viens de trouver. Non, ce n’est pas vrai, je suis Olivier Crepin-Leblond.

Je vous remercie d’être là. Je pense que ça fait déjà un moment, je dirais entre 5 et 8 ans que l’on discute de la possibilité d’avoir davantage de coopérations entre l’ISOC et nos structures At-Large et l’ALAC.

Et ce que je remarque, de votre présentation PowerPoint, c’est que tout est positif. Mais je remarque qu’il manque quelque chose. Les organisations ISTAR n’y apparaissent pas.

Et récemment, le PDG de l’ICANN a publié un article de blog qui redéfinit la charte des activités de l’ICANN avec les gouvernements, il les réduit – même pour moi, c’est un peu trop réduit, parce que c’est réduit aux conseils techniques. Et moi je sais que ce n’est pas tout comme ça.

Il y a différents fronts je dirais, différentes tranchées. Par exemple dans l’UIT, dans ces groupes de travail on les a définis comme cela, et maintenant ils recommencent à travailler sur la définition de plus de chartes.

Et bien sûr ici je fais une périphrase, mais on ne voit pas très clairement quel est le modèle et on considère ici que l’on est en train d’essayer de rechanger le modèle multipartite de l’internet, avant de décider quel est le bon modèle ou quelles sont les personnes qui ne comprennent pas ce que nous sommes en train de faire.

Mais il y a des personnes qui ont avancé et qui ont fait des progrès, et il y en a certains qui ne comprennent pas ce qu’ils devraient faire par rapport à l’évolution.

Donc on manque de connaissances du pouvoir de l’ISOC, l’ISOC non pas seulement en tant qu’Internet Society en elle-même, mais également en tant qu’organisation ISTAR ensemble avec la WWWF, l’ICANN, etc.

Avant que vous n’arriviez à ce poste, on m’avait dit qu’il n’y avait plus autant de dynamisme dans les organisations ISTAR que l’on ne l’avait auparavant lorsque monsieur du Moyen-Orient qui voyageait partout dans le monde qui disait : vous savez on est tous ensemble ici, on est embarqué dans un même bateau. C’est le prochain PDG de l’ICANN, vous savez ?

Ce que je demande, en fait, c’est qu’est-ce que vous prévoyez pour l’ISOC dans l’avenir. L’ISOC a même dit auparavant qu’ils ne voulaient pas être les leaders du groupe d’organisation ISTAR.

Est-ce que l’ISOC a des plans par rapport à cela ? Qu’est-ce que vous prévoyez ?

RINALIA ABDUL RAHIM: C’est une question importante. Ce n’est pas un projet ISOC en tant que tel pour 2019, mais nous y réfléchissons. Et c’est une question appropriée pour le PDG ISTAR. C’est une représentation des leaders de chaque organisation opérant par consensus. Donc si ISOC doit prendre le leadership à ce niveau, il faut que ce soit clair.

Et ce que je crois comprendre, et ce que j’apprécie aussi, c’est que l’ISOC devrait prendre ce rôle, jouer ce rôle. Parce que son mandat, sa raison d’être, c’est cela. C’est mon point de vue.

Je crois que Andrew devrait s’exprimer à ce sujet. Mais nous y réfléchissons. Et je crois que vous allez entendre parler, on ne va peut-être pas mentionner ISTAR précisément, mais on va identifier notre position par rapport à l’internet.

Il me reste quelques minutes. 4 personnes veulent prendre la parole, donc nous allons leur donner la parole. Tijani, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA: Merci beaucoup Rinalia.

Moi je vais faire une proposition pour vous de coopération. Parce que vous savez que beaucoup de nos ALS en Afrique sont des chapitres ISOC. Et pour vous dire la vérité, ils ne sont pas très actifs.

Nous essayons de faire en sorte qu’ils soient actifs sur le terrain dans leur pays, et on veut coopérer avec vous si vous le désirez. Ca veut dire que si nous avons un programme commun sur lequel nous sommes d’accords, d’activités des chapitres dans leur pays, nous pouvons coopérer pour organiser ce type de manifestations et d’activités pour nos ALS, pour qu’ils redoublent d’activités, à tous les niveaux, au niveau de chapitres ISOC, au niveau des ALS At-Large.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, je crois que notre position est que les chapitres doivent déterminer eux-mêmes ce qu’ils veulent faire au niveau des thématiques ISOC ou des chapitres. Ils peuvent décider eux-mêmes et ça ne pose absolument pas de problèmes.

TIJANI BEN JEMAA: Moi je parle d’activités communes.

RINALIA ABDUL RAHIM: Je comprends, merci.

HEIDI ULLRICH: Oui, très heureuse de vous revoir ici. Comme le disait Olivier tout à l’heure, lorsque Olivier était à la tête de At-Large on travaillait à ISOC, et donc on a des allers/retours avec l’ICANN et on est plus ou moins proche de l’ISOC et j’espère que l’on va continuer à être plus proche de l’ISOC. Je vois que l’engagement est important pour ATLAS.

Nous pourrions combiner plusieurs points, une réception, un déjeuner, et faire en sorte que ce soit un grand débat à l’occasion d’une réception et d’un déjeuner. Je crois qu’on a besoin de cela, et on a aussi besoin de fonds pour une manifestation de ce type.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, c’est noté.

YRJO LANSIPURO : Merci Rinalia d’être venu nous parler. Je crois que ces entités locales ont deux chapeaux en quelque sorte, et cela les renforce en tant que chapitre et en tant qu’ALS.

C’est tout particulièrement important en ce sens que comme on le disait tout à l’heure, une ALS peut faire partie du modèle multipartite et s’engager pour son pays par exemple.

Vous savez, dans certains pays ce n’est pas facile pour les ALS de parler à leur gouvernement. Mais plus ces ALS sont informées, plus ces ALS ont d’expertises parce qu’elles sont également des chapitres ISOC et ont plus de ressources, des ressources de la société internet, je crois qu’elles seront plus acceptées, plus utiles, des partenaires plus solides pour toutes les entités.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, je l’espère aussi, absolument, plus de chapitres, renforcés en compétences. Je ferais une remarque à la fin.

SATISH BABU : Un petit commentaire sur le fait que la plupart des programmes ne sont pas en rapport avec des politiques. Les politiques, au niveau de l’ISOC, vous pouvez contribuer beaucoup. Andrew était très enthousiaste du discours d’Emmanuel Macron à Genève. Il y avait le modèle chinois, le modèle californien, c’était très intéressant ce qui a été dit par le président Macron à Genève.

Nous avons besoin d’organisations amies invitées et ce serait bien si on avait des mécanismes de collaboration également au niveau des politiques. Parce que je ne vois pas beaucoup que l’ICANN utilise ce dont vous avez parlé pour leur développement de politiques.

RINALIA ABDUL RAHIM: Oui, nous avons nos propres politiques, vous avez des positions dont vous avez entendu parler puisque vous êtes un chapitre de l’ISOC.

Mais je voulais vous présenter Anita Walker – levez-vous s’il vous plait – Anita est derrière moi, elle est directrice de l’engagement avec les membres et elle est ici pour organiser des activités exceptionnelles. Mardi, elle va faire beaucoup d’engagements ici.

Donc si vous voulez obtenir plus d’informations sur l’ISOC n’hésitez pas à lui parler, si vous êtes membres de la Société Internet.

Voilà ce que je voulais vous dire ce matin. Je vous ai écouté, entendu, et j’ai pris note. On pourra utiliser des espaces communs, je crois que l’on pourra collaborer pour ATLAS.

Donc s’il vous plait le 21 mars nous allons parler de nos priorités stratégiques pour le plan d’action 2020. Il y aura une consultation pour les nouvelles stratégies d’ici la fin de l’année.

J’ai été très heureuse de vous revoir aujourd’hui.

MAUREEN HILYARD: Je crois que vous allez avoir quelques minutes avant que SSAC nous rejoigne pour un petit débat.

NON IDENTIFIE : Et bien je crois qu’il est l’heure de prendre place. Nous allons reprendre le cours de notre travail. Venez vous installer s’il vous plait.

MAUREEN HILYARD: Merci à toutes et à tous, nous allons reprendre notre travail et j’aimerais souhaiter la bienvenue à l’équipe SSAC. Nous sommes très heureux d’entendre votre mise au point.

ROD RASMUSSEN: Merci. C’est toujours un plaisir que de vous retrouver. Vous savez, à SSAC, on se retrouve le dimanche, avec l’ALAC. Donc nous avons pour la première fois nos transparents que nous présentons. On est donc très contents de vous voir pour ce débat. Excellente collaboration au cours de ces dernières années.

Sans plus attendre, je m’appelle Rod Rasmussen, Julie Hammer, Vice-présidente, Andrei Kolesnikov...

ANDREI KOLESNIKOV : Non ce n’est pas Dimitri, c’est Andrei...

ROD RASMUSSEN: Oui, c’est vous qui deviez me présenter d’ailleurs.

ANDREI KOLESNIKOV : Rod Rasmussen le président de SSAC, Julie Hammer vice-président, et toute l’équipe de SSAC est là, levez la main, vous êtes ici nombreux au fond de la salle.

ROD RASMUSSEN: Nous avons beaucoup de membres, d’anciens membres de l’ALAC qui nous rejoignent figurez-vous. C’est tout à fait positif, hein. On est très heureux de cet état de fait.

Nous avons donc en particulier des conseils qui ont été prodigués depuis Barcelone, depuis notre dernière réunion. Nous avons le problème du hijacking qui est absolument important pour ce qui est un peu des détournements. Les collisions de noms également et l’IoT, l’internet des objets. Nous allons en parler un petit peu également. Voici...

Un instant... je crois que... Est-ce qu’il y a des nouveaux membres de l’ALAC ? Ou vous êtes déjà bien au courant de SSAC ? Vous savez comment on fonctionne. Comme on est organisé, donc on peut sauter ce transparent.

Nous avons maintenant 104 publications depuis 2002. Au moins une nouvelle depuis Barcelone.

Vous savez que nous travaillons avec le conseil d’administration, nous donnons des conseils. On a eu un très bon débat avec AAR au niveau des résolutions du conseil d’administration. Donc,

parfois on n’a pas exactement les résultats qu’on attend, mais on apprécie cette collaboration. On essaie toujours en tout cas de s’améliorer pour que les recommandations en ce qui concerne les politiques soient tout à fait positives et se déroulent effectivement.

Alors, trois publications récentes depuis notre dernière réunion commune. SAC103, réponse en ce qui concerne les procédures ultérieures. On a parlé des collisions de noms beaucoup dans ce document.

Le 104, rapport initial sur les spécifications temporaires pour l’EPDP, le processus de l’EPDP, et une mise à jour également pour SAC101. On va revenir dans les détails à ce sujet.

Mais les recommandations n’ont pas été modifiées. Il y a eu quelques termes qui ont été modifiés quand même. Donc on poursuit.

Notre travail actuel a trait donc aux collisions de noms, on va parler de NCAP, on va parler de notre révision également. On répond aux recommandations, vous savez et vous connaissez le processus, ce sera terminé en juin.

Nous avons l’IoT, l’internet des objets, processus internes, nous avons demain une journée technique, on parlera de sécurité, on parlera des problèmes avec le DNS qui se sont déroulés.

Les ateliers DNSSEC, le DNSSEC pour tous cet après-midi. Et vous savez qu’ils font leurs petites saynètes pour présenter le DNSSEC et ses extensions de sécurité, pour que tout le monde puisse bien comprendre ce processus.

Commission effectifs également. On est content d’avoir des membres de l’ALAC qui nous rejoignent, comme je le disais. Auparavant, nous apprécions la diversité au niveau technique pour renforcer les différents manques qui pourraient exister, et représenter toutes les parties du monde, tout particulièrement depuis que dans le monde en développement il y a des problèmes techniques un petit peu différents des problèmes du monde premier.

Je sais que ALAC est implanté dans toutes les régions du monde, donc si vous avez des personnes techniques, des experts techniques d’autres régions du monde, encouragez-les à nous rejoindre, à déposer un dossier de demande qui se trouve sur notre site web. Kathy, Kathy est là je crois, oui, elle est dans le fond de la salle, elle est très heureuse de vous aider avec le processus de dépôt des dossiers pour présenter votre candidature si vous êtes des experts techniques. Toutes les parties du monde doivent absolument être représentées parce que dans chaque partie du monde on a des problèmes différents.

Et nous avons conclu que le travail que nous effectuons avec la ccNSO, avec l’EPSRP, mais principalement la ccNSO, on a des recommandations sur .EU et la situation qui se déroule en Grèce également.

Rentrons un petit peu plus dans les détails.

Nous avons également ce potentiel autour du respect de la vie privée, du DNS, du rapport avec le HTTP TLS... On a besoin de plus d’acronymes, vous voyez il y a plein d’acronymes sur cet écran, et ce n’est pas toujours très clair. Ce sont des questions techniques qui se posent et que l’on doit expliquer un petit peu au reste de la communauté de l’ICANN. Il faut bien comprendre ce qu’il se passe au niveau technique et l’impact que cela peut avoir pour les utilisateurs de l’internet.

Nous travaillons également aux problèmes de la racine locale, les avantages et les inconvénients. On y travaille au niveau du RFC 7706. C’est un peu ésotérique [inaudible], et la gestion des clefs pour le DNSSEC, les différentes infrastructures avec différents prestataires de service, les procédures pour retirer une certaine partie de l’internet.

Donc il y a l’EPDP qui retarde un petit peu tout cela.

La gestion des abus, les nouveaux TLD. Le problème, ce n’est pas quelque chose de nouveau, mais lorsque des noms de domaine

sont pris ou possédés par d’autres entités, c’est un gros problème qui se pose. On en entend parler dans la presse spécialisée.

Nous allons passer au transparent suivant.

Greg n’est pas là ? Non, il n’est pas là. Donc je vais vous présenter ce point.

Ça c’est la deuxième version de SAC101. Donc une mise à jour au sujet de l’EDPD. C’est en décembre que ça a été publié pour clarifier les recommandations que nous avons dans le document SAC10, pour aider un petit peu le conseil d’administration dans ce qu’ils peuvent mettre en œuvre. Je crois que l’ALAC était satisfait du document 101. On n’ a pas changé nos recommandations, mais le conseil d’administration nous a indiqué que ces recommandations pouvaient être plus claires et renforcées.

Et comme on dit dans le dernier point, les modifications n’étaient pas sur le fond de la question mais plutôt sur les formes pour réexpliquer les questions techniques.

Donc voilà la mise à jour pour ce document. Diapo suivante.

Avant de passer au point suivant, y a-t-il des questions sur le SAC101. Non ? D’accord, c’était juste pour m’assurer que tout le monde ait bien compris de quoi il s’agissait.

Benedict est en train de travailler maintenant, je ne pense pas qu'il soit dans la salle... Non ? Il n'est pas là d'accord. Ben et Bénédict ne sont pas là, peut-être qu'ils sont en train de faire la sieste qu'ils méritent d'ailleurs, parce qu'ils ont beaucoup travaillé ces dernières années. Alan, vous pourriez les rejoindre, peut-être non ?

C'était intéressant comme processus. Et pour nous qui étions les suppléants, disons, nous avons participé à ces appels sans prendre la parole, ce qui était encore plus frustrant des fois.

Avançons alors... D'accord.

Diapo suivante.

Nous avons publié le document SAC104. Nous avons discuté d'autres questions, c'était dans le cadre de l'EPDP, ça c'était un rapport initial, on a discuté de ce que vous avez soulevé, le besoin de conseils juridiques, le niveau de consensus, qui fait quoi avec les données, ce qu'il fallait définir, la réduction de la possibilité d'entrer en contact, les risques et les coûts, y compris pour les personnes qui avaient consommé des données dans ce domaine. On se penchait ici sur les parties contractantes, les risques et les coûts donc et puis des commentaires spécifiques sur cette recommandation.

Et bien sûr il fallait que l’on s’assure que la deuxième étape avance par rapport à une date butoir qui avait été fixée. Voilà.

Diapo suivante.

Vous avez probablement vu cela, nous avons tous cela qui devrait être familier pour vous parce que c’est vous qui avez fait ces recommandations, les recommandations 2, 4, 5. Le contact optionnel, quelque chose qui était difficile pour nous et qui ne devrait pas être optionnel pour les bureaux d’enregistrement de les fournir, mais les titulaires devraient avoir le choix de les fournir ou pas. Donc cela implique quelques questions de SSR, comme vous l’imaginez.

Diapo suivante.

On a ici géographiques, personnes morales et personnes physiques, pour les candidats c’était surtout important la question des personnes morales et des personnes physiques. Je sais que ce texte a été ajouté pour pouvoir avancer avec l’étape 2. La recommandation numéro 16 n’a pas été incluse et c’est ce qu’on essayait de faire. Et cela se reflète dans notre feedback par rapport au rapport final.

Pour ceux qui ont suivi en fait le processus de l’EPDP, j’espère que vous l’aurez vu.

Diapo suivante. Voilà.

Donc par rapport à l'EPDP, y a-t-il des questions avant de passer à l'usurpation de noms de domaine ?

Alan ?

ALAN GREENBERG :

Un petit commentaire par rapport à la diversité géographique. Vos gens, comme les miens, et le président à l'époque, croyaient qu'on avait décidé de le remettre jusqu'à la deuxième étape et ce n'est pas ce que disent les documents, ni ce que dit le personnel d'ailleurs. Donc c'est une question de débat intéressante.

Ce que vous n'avez pas ici, c'est la question du WHOIS détaillé. Les règles actuelles disent qu'un bureau d'enregistrement peut envoyer toutes les données à un opérateur de registre s'ils sont tous d'accord sur le fait qu'il y a suffisamment de justifications juridiques. Ce qui essentiellement implique n'y apparaît.

Donc en fait, la plupart vous ne les avez pas reçus et ce qui était lié à la deuxième étape doit être difficile à obtenir. Donc que pensez-vous faire ?

ROD RASMUSSEN:

C'est dans ces occasions-là qu'on voudrait avoir un contact direct avec le conseil d'administration. Mais ce sont des conseils du

SSAC et c’est toujours le cas. Nous, on a réitéré notre conseil, on l’a réitéré dans le SAC 101 et dans le 104 aussi je pense.

ALAN GREENBERG : Mais ne devriez-vous pas avoir un conseil juridique qui dise : le rapport devrait comprendre un conseil juridique ?

ROD RASMUSSEN: C’est tout à fait légitime que de le dire. Oui, en fait ça implique une discussion de fond sur les applications, les ramifications. Et nous avons dit à plusieurs reprises quel était notre avis et nous n’avons pas changé d’avis depuis.

Y a-t-il d’autres remarques sur l’EPDP ?

D’accord. Donc Tim nous présentera maintenant l’usurpation des noms de domaine et des données d’enregistrement.

TIM APRIL : Vous savez qu’il y a eu une attaque de DNS qui a eu lieu récemment où les attaquants ont pu accéder à des données d’enregistrement. Ils ont pu les modifier au niveau de l’opérateur de registre, ce qui a impliqué un risque pour les informations de login, donc d’accès aux comptes. Ils ont modifié des registres A, des registres MX dans la zone.

Une fois qu’ils avaient modifié les zones, les attaquants pourraient avoir le contrôle total des mails de la victime, ils pouvaient définir d’autres types d’attaques, et puis ils ont fait des exercices du type [MITM].

Diapo suivante ;

Donc le conseil qui leur a été donné après cette attaque, et vous le trouverez probablement dans le CISA, dans le rapport 1901 qui a été publié aux États-Unis en fait. On parle de sécurité des données d’accès, et on prévoit que ce type d’attaques se répète d’ici quelques années.

Donc en fait les défenses et la profondeur sont utiles ici. On n’a pas de solution magique, pas de panacée qui ait été identifiée.

Ca nous appartiendra de pouvoir protéger les données d’accès un peu mieux et le mécanisme de communication devrait être vérifié pour voir s’il serait possible d’avoir MFA, de sécuriser les adresses de mail utilisées pour modifier les mots de passe, et puis on devrait également déployer la signature et l’harmonisation de DNSSEC pour tous les utilisateurs.

Pour les opérateurs de registre qui utilisent des verrouillages de registre il faudra qu’ils les allument. Et puis on dira qu’il n’est pas toujours utile de faire recours à ce type de solution.

Ici, on a quelques autres publications du SSAC qui ont été publiées ces dernières années et qui abordent la question en davantage de profondeur. Si vous êtes intéressé, on pourra parler en davantage de profondeur sur l’attaque et en discuter.

Si je ne me trompe, on a une séance demain entre 14 h 30 et 15 h pour aborder cette question.

BASTIAAN GOSLINGS : Merci. Pour préciser les deux derniers points dans l’autre diapo, donc les verrouillages des opérateurs de registre et le suivi des domaines, est-ce que vous pourriez décrire ce que cela implique ?

TIM APRIL : Oui, pour les informations d’enregistrement de nom de domaine, il y a deux types de verrouillages qui existent. Le type de verrouillage, celui des bureaux d’enregistrement qui en général sont typiquement des verrouillages qui permettent d’éviter le renouvellement, le transfert, la suppression ou la modification des noms de domaine. Mais il y a également des registres qui ont ces mêmes contrôles, ces mêmes verrouillages qui requièrent des étapes d’authentications supplémentaires pour pouvoir le faire.

Donc si vous voulez le faire en général le bureau d’enregistrement va devoir appeler l’opérateur de registre, les identifier à travers une procédure qui leur est propre, pour par la suite voir si ces

modifications correspondent ou pas. Puis, il y a des frais, quelques dollars par mois pour fournir ce service.

Puis le suivi, en fait, c’est de vérifier les informations qui apparaissent dans les registres WHOIS. Parce que des fois cela implique une vérification du WHOIS.

Pour les certificats et les attestations en général, ça requiert la vérification du WHOIS et le suivi du TLD pour les changements au serveur de nom et les changements de tout ce qui pourrait être mis en œuvre dans vos serveurs de noms.

ALAN GREENBERG :

Une de nos séances préalables en fait était une discussion avec quelques personnes, y compris Greg Aaron et des personnes du NCSG sur les implications du RGPD. Et les gens du NCSG disaient qu’en fait avec la cache du WHOIS et les spécifications temporaires, en fait les usurpations de nom de domaine s’étaient réduites temporairement.

Est-ce que vous avez des commentaires, diriez-vous qu’il y a véritablement eu des indices qui montrent que ces cas se sont réduits dans ces derniers moi ?

Je ne sais pas d’où ils ont tiré cette statistique, mais c’est ce qu’ils ont dit en tout cas.

TIM APRIL : Je n’ai pas de preuve pour cela, mais moi aussi je m’y suis penché. Par le passé j’ai vu des cas d’usurpation de noms de domaine lorsque les informations WHOIS avaient été modifiées, mais où aucune autre donnée n’avait été modifiée et où on aurait pu contribuer, et où il y avait beaucoup de bureaux d’enregistrement qui demandaient des données WHOIS pour ce nom de domaine. Mais je n’ai pas de données.

ALAN GREENBERG : Donc ça veut dire en fait que vous n’avez aucune idée que ça a eu lieu, en fait c’est tout. Il n’y a pas de preuve que cela ait été fait.

ROD RASMUSSEN : Olivier, puis on passe au point suivant.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND: Merci Rod. Ma question est pourquoi ce conseil est envoyé maintenant en tant que rappel d’autres conseils. Il semblerait que vous dites qu’il y a eu une augmentation au niveau de ce type d’attaques.

Est-ce que cela pourrait être lié au RGPD ou est-ce que ça correspond à autre chose, comme par exemple la raison pour laquelle on a vu énormément de divulgations d’informations, de

données, où il y a eu beaucoup de personnes qui utilisaient d'autres services ?

ROD RASMUSSEN : C'est quelque chose de général que nous avons publié et que nous avons ajouté ici pour la publication et pour la présentation ici. C'est qu'une question à discuter avec vous. Mais en fait la nature de ces attaques était tellement sophistiquée qu'il était tout à fait valable, il nous semblait, de vous rappeler l'existence de ces documents.

Mais la quantité de cas d'usurpation s'est réduite apparemment, on n'en est pas sûr, mais qui l'a dit ?

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Milton Mueller.

ROD RASMUSSEN : Oui, en fait, c'est le suivi des activités d'hameçonnage qui s'est réduit, pour un nombre de raisons. Peut-être que les noms de domaine sont plus difficiles à usurper en ce moment, donc il n'est plus la peine d'envoyer tant de spams et de lancer tant d'attaques parce qu'il bloquent moins qu'auparavant ce type d'activité.

Je n’ai pas de données à l’appui de ce type d’affirmation, mais il y a beaucoup de théories. Et ce qu’il nous faut en fait, ce sont des données.

Par rapport à l’efficacité du RGPD et du suivi de ces données, en fait, c’est quelque chose sur lequel il faut travailler. Il est difficile d’accéder à ce type de données, et donc il est difficile d’en faire le suivi. Et maintenant il faut accéder aux données du bureau d’enregistrement pour pouvoir faire le suivi. Avant c’était plus simple, on pouvait l’automatiser. Donc maintenant c’est encore plus difficile de voir si les tiers ont la possibilité de donner ces données aux bureaux d’enregistrement pour qu’ils fassent le suivi et pour s’assurer que leur nom de domaine n’ait pas été usurpé. Donc il y a beaucoup d’autres implications.

Vous avez une autre question ?

TIM APRIL :

Non, en fait, vous demandez par rapport aux usurpations récentes et aux manquements récents.

Vous parlez des essais d’usurpation d’information d’accréditation et de crédeniel, il y a eu des violations de données récemment, et en fonction des données que nous avons déployées, bien sûr, on voit qu’il y a ce type de cas.

OLIVIER CREPIN-LEBLOND : Non, en fait, est-ce que ce sont des violations liées à l’enregistrement ou au cas Marriot ou au cas de BA ?

TIM APRIL : Ce n’est pas spécifique à une industrie, il y a eu des violations partout, où les mots de passe ont été utilisés comme question commune.

ROD RASMUSSEN : On n’a malheureusement que très peu de temps, donc il va falloir qu’on accélère.

RINALIA ABDUL RAHIM : Rapidement. Oui, en fait j’ai une question rapide, liée à ce que vous venez de dire. Parce que dans votre diapositive, ce n’était pas une attaque de MITM, mais c’était un compromis des informations, et l’usurpation en elle-même était le résultat d’un problème de risques des informations. Et comment cela s’est fait, on ne sait pas, peut-être que vous le saurez, mais...

ROD RASMUSSEN : Ça varie... Ca pourrait être de mauvais mots de passe, des mots de passe volés, une mauvaise identification et il y a MITM, ou malware pourquoi pas, le hameçonnage aussi.

Donc je présenterai moi-même les diapos à venir. Ici on a NCAP, il y a d’autres sujets qu’il faut vraiment que l’on aborde ici. Donc on verra.

Donc ici on a le projet d’analyse de la collision de noms, NCAP, on a déjà discuté de cela à quelques reprises. C’est un projet qui semble avancer, avec la première étape. Et dès que le conseil d’administration aura approuvé la mesure du BTC, on pourra commencer à travailler.

Diapo suivante.

Donc première étude, analyse des brèches, c’est l’étude qui serait approuvée d’ici peu pour pouvoir définir la portée et l’échelle de ces problèmes. Ici, on fournira un paysage, un aperçu de ce que cela est.

Dès qu’on aura fini avec cette première étude, on passera à une deuxième étude sur les causes racinaires et l’analyse d’impact et puis à une troisième étape d’analyse des options de mitigation.

Donc première étude, c’est celle que nous allons lancer sous peu. Il y a quelque peu d’analyses mais pas suffisamment d’analyses sur les recommandations finales pour aborder cette question.

Nous travaillons avec la connaissance du fait qu’il y a en même temps le travail sur les procédures pour des séries ultérieures de nouveaux gTLD, et puis on passera à une deuxième étude qui

n’est pas nécessairement obligatoire, mais qui devrait nous permettre de tout faire en même temps. On essaiera de coordonner nos travaux dans la mesure du possible, maintenant qu’on a la capacité de le faire.

Diapo suivante.

On a quelques détails ici et comme on a entendu le BTC a approuvé cela, ce qui implique que ce sera approuvé par le conseil d’administration sous peu aussi.

Et le principal qu’il faut savoir, c’est que nous serons les conseillers techniques ici pour fournir des contributions là-dessus, mais OCTO fera les passations de marché et s’assurera que cela soit fait. Donc voilà les capacités que nous aurons en tant qu’organisation de bénévoles.

Y a-t-il des questions par rapport au NCAP ? Oui ?

WALE BAKARE :

Ma question porte sur la diapositive juste avant celle-là, sur l’authentification à plusieurs facteurs, MFA. Je voudrais savoir par rapport au serveur de DNS et au système, est-ce que vous voudriez mettre en œuvre l’authentification à plusieurs facteurs ? Comment cela pourrait-il se faire ? Est-ce que vous pourriez l’expliquer ?

ROD RASMUSSEN : Oui, le MFA dans ce cas-là, se ferait au niveau du bureau d’enregistrement qui devrait pouvoir gérer les noms de domaine ou si vous avez une sous-traitance des serveurs de noms en fait, vous pourriez gérer ce type de serveurs. Voilà ce que cela implique.

Oui, on est en retard.

ALAN GREENBERG : Oui, juste une question rapide sur NCAP. Lors d’une séance de nouveaux gTLD ou de NextGen de la GNSO il a été dit que nous savons, oui, que le conseil du SSAC doit être suivi - mais j’essaie ici de le citer tel que cela a été dit - mais que cela n’implique pas qu’il ne pourrait pas avoir d’autres moyens de le faire en tant que NCAP. Avez-vous des commentaires là-dessus ?

ROD RASMUSSEN : Oui, le conseil peut faire ce qu’il veut avec nos conseils, c’est ça la nature des conseils.

ALAN GREENBERG : Non, oui, mais ils entendaient que le NCAP n’est qu’une manière d’aborder la question et qu’il y en a d’autres. Ils sous-entendaient que vous aviez d’autres moyens pour le faire.

ROD RASMUSSEN : Non, il faudrait qu’on le reprenne plus tard parce qu’il me faudrait plus de contexte pour y répondre.

JUSTINE CHEW : Merci Rod de cette présentation. Pardon, vous avez accéléré avec les diapos de NCAP, mais je voudrais comprendre par rapport au projet et aux avances de NCAP, je voudrais savoir quels seraient les indications ou les recommandations qui pourraient informer le travail du groupe de travail pour les séries ultérieures des nouveaux gTLD.

ROD RASMUSSEN : Oui, la première étape prendrait à peu près 9 mois si je ne me trompe. Donc si on commence tout de suite, on aurait quelques informations d’ici la fin de l’année.

Beaucoup de recommandations en fait ne seront comprises que dans la deuxième étude qui sera finie d’ici 18 mois. Donc après cela, vers la fin 2020, ces informations seraient disponibles.

Mais peut-être que cela pourrait également s’intégrer à la création du guide de candidature, parce qu’il faut quelques informations pour ce processus-là également.

Si vous voyez les réponses qui ont été apportées pour le SAC103, je crois, vous verrez qu’il y a quelques unes de ces questions qui ont été abordées.

Hélas, il va falloir que l’on parte.

MAUREEN HILYARD : Rod et l’équipe du SSAC, on vous remercie énormément, on apprécie ces mises à jour, et on espère pouvoir reprendre ces questions avec vous par la suite. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]